

Bellelli, Giancarlo Roberto (Italie)

(Original : anglais)

Résumé de l'expérience professionnelle pertinente

- 1982 Diplôme en droit (procédure pénale), Université de Naples
- 1983-1984 École supérieure d'administration publique (finances et gestion publiques) ; formations supérieures autres à La Haye et en Italie (1985/2011).
- 1985-1988 Conseiller au Ministère des finances, conseils dispensés au Bureau du Premier ministre sur les questions constitutionnelles ; audit du budget national.
- 1988-1989 Juge et Procureur (phase de première instance) au Tribunal militaire de Rome ; enquêtes et poursuites relatives aux délits militaires, participation aux audiences et rédaction de décisions judiciaires.
- 1989-1992 Substitut du Procureur. Dans des conditions très difficiles, nombreuses enquêtes et poursuites complexes et de haute volée relativement à des crimes graves (par exemple meurtre, trafics transnationaux d'armes et de drogue, enlèvement, viol, corruption, fraude) contre des groupes du crime organisé de type mafia, y compris dans des procès à très grande échelle. Responsable pour toutes les mesures relatives à l'organisation et à l'efficacité du Bureau (administration, personnel, achat, directives), médecine légale, directives pour les forces de police et mesures préventives en matière de finances.
- 1992-2007 Juge militaire :
- Juge dans les phases préliminaire et de première instance (1992-1998) à Vérone. Administration du Bureau, analyse des enquêtes, confirmation des charges, jugements, y compris dans des affaires de crimes de guerre. Rattaché à divers tribunaux ainsi qu'à la Cour d'appel.
 - Juge d'application des peines (1998-2002) à Rome. Supervision du régime de détention et application du droit pénitentiaire, avec notamment l'application de peines de prison à vie pour des crimes de guerre commis en 1944 ;
 - Président du tribunal militaire de Turin (2002-2007). Administration du tribunal. Jugements portant sur des crimes graves, y compris des crimes de guerre commis en 1944.
- 1997-2007 Expert juridique au Ministère des affaires étrangères, relativement au droit international pénal. Membre de nombreuses commissions nationales pour la mise en œuvre d'instruments de droit international pénal. Toutes les questions relatives à la Cour pénale internationale, depuis la Conférence de Rome en 1998. Membre actif et président du groupe COJUR CPI. Délégué auprès des Nations Unies/de l'Union européenne/du Conseil de l'Europe pour de nombreuses questions relatives au droit international pénal et aux droits de l'Homme, et notamment relatives à la protection des témoins, à la gestion de crises civiles et au terrorisme. Membre du Bureau du Comité d'experts sur le Terrorisme (CODEXTER) du Conseil de l'Europe. Participation à de nombreuses conférences, nationales et internationales, sur tous les principaux sujets de droit international pénal et présentations dans ce cadre. Organisateur et coordonnateur de l'importante conférence sur la justice internationale pénale (« Conference on International Criminal Justice ») qui a eu lieu à Turin du 14 au 18 mai 2007, ainsi que de la table ronde sur la justice pénale internationale, son rôle, son futur et les opportunités existantes (Turin, 20 décembre 2005). Expert pour les Nations Unies et consultant pour l'UNICRI (explosifs, armes de destruction massive, terrorisme et justice pénale).

2007-aujourd'hui Conseiller juridique de l'Ambassade d'Italie auprès des PaysBas :

- Président du Comité de contrôle des locaux permanents de la Cour pénale internationale,
- Président du Comité du budget de la Cour permanente d'arbitrage (et auparavant du groupe de travail sur le règlement financier et les règles de gestion financière).

Auteur de nombreuses publications relatives au droit international pénal (justice et terrorisme).

Anglais et français courants.
